



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination
de l'action territoriale

Arrêté préfectoral n°DCAT/SJIPE/MEA/22/032 prescrivant la prolongation de l'enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale de la Société TERREAL relative à l'exploitation d'une carrière d'argile pour une durée de 30 ans sur la commune de Vexin-sur-Epte

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L 123-9 ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire modifiée;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 nommant Monsieur Jérôme FILIPPINI, préfet de l'Eure ;

Vu le décret du 25 février 2021 nommant Madame Isabelle DORLIAT-POUZET, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCAT/SJIPE/2021-014 du 22 mars 2021 donnant délégation de signature à Madame Isabelle DORLIAT-POUZET, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCAT/SJIPE/22/015 du 25 avril 2022 prescrivant une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale sollicitée par la Société TERREAL en vue d'exploiter une carrière d'argile sur la commune déléguée de Cahaignes à Vexin-sur-Epte ;

Vu le courrier du commissaire-enquêteur du 8 juin 2022 demandant une prolongation de l'enquête publique de 8 jours afin de laisser au public, le temps de s'exprimer après la réunion publique prévue le 23 juin 2022 ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article premier:

L'enquête publique relative au dossier d'autorisation présenté par la Société TERREAL en vue d'exploiter une carrière d'argile à ciel ouvert pendant une durée de 30 ans aux lieux-dits « Le Fer à Chambre », « Le Vide Bouteille » et « Le Pré Magnard » situés sur la commune déléguée de Cahaignes à Vexin-sur-Epte ouverte du lundi 30 mai 2022 à 9h00 au mercredi 29 juin 2022 à 17h00 est prolongée jusqu'au **jeudi 7 juillet 2022 à 17h00**.

Article 2 :

Le périmètre de l'enquête publique prolongée se déroule sur le même territoire que décrit dans l'arrêté préfectoral n°DCAT/SJIPE/MEA/22/015 du 25 avril 2022 portant ouverture d'enquête publique.

Article 3 :

Le dossier, dans sa version imprimée comprenant notamment l'étude d'impact, est tenu à la disposition du public jusqu'au 7 juillet 2022, aux heures et jours habituels d'ouverture de la mairie de Vexin-sur-Epte.

Jusqu'à la fin de la prolongation de l'enquête, le public pourra formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet, aux heures et jours habituels d'ouverture de la mairie de Vexin-sur-Epte dans la continuité des remarques émises entre le 30 mai 2022 et le 29 juin 2022.

Le dossier sera également disponible sur le site internet de la préfecture de l'Eure à l'adresse suivante :

<https://www.eure.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Consultations-et-enquetes-publiques/Enquetes-publiques/Societe-TERREAL-Vexin-sur-Epte>

Il pourra être consulté en version « imprimée » et numérique, aux jours et heures habituels d'ouverture de la préfecture de l'Eure.

Les observations pourront également être adressées avant l'expiration du délai de l'enquête soit jusqu'au **jeudi 7 juillet 2022 à 17h00 :**

- par écrit à l'attention du commissaire-enquêteur à la mairie de Vexin-sur-Epte

- par voie électronique à : pref-projet-carriereterreal@eure.gouv.fr

pour y être annexées au registre.

Les observations sur registre « papier » sont consultables à la mairie de Vexin-sur-Epte et susceptibles d'être mises en ligne à l'issue du dépôt du rapport du commissaire-enquêteur.

Celles transmises par courriel sont consultables sur le site internet de la préfecture de l'Eure à l'adresse indiquée ci-dessus.

Article 4 :

En complément des permanences indiquées dans l'arrêté préfectoral n°DCAT/SJIPE/22/015 du 25 avril 2022, le commissaire enquêteur Monsieur Bernard POQUET, retraité du Ministère de la Défense se tiendra à la disposition du public à la mairie de Vexin-sur-Epte, pour y recevoir les observations, le jeudi 7 juillet 2022 de 14h00 à 17h00.

Article 5 :

Un avis portant les dispositions du présent arrêté à la connaissance du public est publié aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de l'Eure.

Cet avis est publié par voie d'affichage pendant toute la durée de l'enquête et de sa prolongation et éventuellement, par tout autre procédé en usage dans la commune de Vexin-sur-Epte.

Cet avis est également affiché dans les communes d'Authavernes, Château-sur-Epte, Les Thilliers-en-Vexin et Vesly, comprises dans un rayon de 3 km autour du périmètre du projet.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux maires et fera l'objet d'un certificat d'affichage établi par leurs soins et adressé au service juridique interministériel et des procédures environnementales de la préfecture de l'Eure à l'issue de la **prolongation de l'enquête**.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède, à ses frais, à la réalisation et à l'affichage du même avis, imprimé au format A2, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique.

L'avis d'enquête est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure à l'adresse mentionnée à l'article 2.

Article 6 :

L'avis des organes délibérants des communes concernées pourra être pris en compte que s'il est exprimé au plus tard 15 jours suivant la date de clôture de l'enquête soit le 21 juillet 2022.

Article 7 :

À l'expiration de l'enquête, la mairie de Vexin-sur-Epte, devra remettre **sans délai** le registre et les documents annexés au commissaire-enquêteur pour le clore.

Le commissaire-enquêteur rencontre, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communique les observations écrites et orales relatives au projet, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire un mémoire en réponse dans un délai de quinze jours.

Le commissaire-enquêteur examine les observations consignées ou annexées aux registres et entend toute personne qui lui paraît utile de consulter. Il établit un rapport sur le déroulement de l'enquête et rédige ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non au projet.

Le commissaire-enquêteur adresse simultanément au tribunal administratif de Rouen et au préfet de l'Eure le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 8 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur est adressée par la préfecture de l'Eure dans les mairies concernées par l'enquête pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de délai, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont adressés à l'exploitant et sont publiés sur le site internet de la préfecture, et tenus à la disposition du public en version papier à la préfecture de l'Eure - Direction de l'action territoriale – Service juridique interministériel et des procédures environnementales – Mission environnement et aménagement – boulevard Georges Chauvin 27000 Évreux.

Article 9 :

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale est le préfet de l'Eure. La décision prise par voie d'arrêté préfectoral est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

Article 10 :

Toutes informations complémentaires concernant le projet pourront être obtenues auprès de la Société TERREAL sise 13-17, rue Pagès 92150 SURESNES.

Article 11 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Eure et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- au sous-préfet des Andelys,
- au président du tribunal administratif de Rouen,
- à l'inspecteur des installations classées (UBDEO DREAL),
- au commissaire-enquêteur,
- à la Société TERREAL.

Évreux, le

15 JUIN 2022

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Isabelle DORLIAT-POUZET

